

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4314

[C — 2006/27155]

28 SEPTEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juin 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2006;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 20 juillet 2006;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que des adaptations sont nécessaires pour pouvoir fixer le montant des subventions octroyées pour l'année 2006 aux services d'aide à l'intégration et qu'il est impératif que ces subventions soient connues le plus rapidement possible pour permettre à ces services de fonctionner de manière efficace;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés, il est ajouté un point 19^o rédigé comme suit : « supplément pour revalorisation barémique : supplément destiné à financer la revalorisation des salaires du personnel prévue par l'accord-cadre du 16 mai 2000 selon la procédure définie par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 septembre 2006 portant augmentation des subventions annuelles des services d'aide aux activités de la vie journalière, des services résidentiels, d'accueil de jour, de placement familial, d'aide à l'intégration, d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées. ».

Art. 3. A l'alinéa 3 de l'article 31 du même arrêté, la phrase « Ce barème visé à l'annexe IV est augmenté d'un coefficient de charges patronales de 54,15 %. » est remplacée par la phrase suivante : « Ce barème visé à l'annexe IV est augmenté d'un coefficient de charges patronales de 51,89 %. ».

Art. 4. L'article 32 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le nombre minimum de dossiers individuels pour lequel le service est agréé s'obtient en multipliant le nombre d'équivalents temps plein théorique affecté aux missions d'accompagnement (ETPa) par 6. Le nombre de dossiers ainsi obtenu est arrondi à l'unité supérieure. »

Art. 5. Il est ajouté, au même arrêté, un article 89bis rédigé comme suit :

« Art 89bis. Les services d'aide à l'intégration dont la moyenne du nombre de dossiers individuels arrondie à l'unité supérieure est supérieure ou égale au nombre déterminé sur base des dispositions de l'article 32 voient le montant résultant de l'addition de la subvention annuelle et de la partie du supplément pour revalorisation barémique relative à la même subvention perçu l'année antérieure maintenu l'année d'attribution. »

Art. 6. L'article 100 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les directeurs qui justifient de la réussite d'une des formations prévues par l'arrêté ministériel du 13 mars 2003, sont exemptés de la participation au cycle de formation « Gestionnaire de services résidentiels ou d'accueil de jour pour personnes handicapées » prévue à l'annexe III du même arrêté.

Pour les directeurs n'ayant pas entamé une des formations prévues par l'arrêté ministériel du 13 mars 2003, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, la période de quatre ans, visée à l'annexe II du même arrêté, débute le 1^{er} janvier 2007 ».

Art. 7. Le point D de l'annexe III du même arrêté est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

« D. Directeur

1) Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui justifient :

— d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes et

— dans les quatre ans de leur engagement, de la réussite des formations en deux années de 150 heures "Gestion de services pour personnes handicapées" organisées par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de gestion de l'Agence;

2) Les directeurs qui étaient engagés comme directeurs au 1^{er} janvier 2007 et qui possédaient, antérieurement à cette date, les qualifications et formations requises pour l'exercice de cette fonction.

Tout directeur est tenu de participer à des activités de formation permanente de deux jours au moins par an. Ces activités sont organisées par des opérateurs de formation et leurs contenus approuvés annuellement par le Comité de gestion de l'Agence. »

Art. 8. L'annexe IV du même arrêté est remplacée par l'annexe I^{re} du présent arrêté.

Art. 9. Au point 1) du point 2.2 de l'annexe VI du même arrêté, le corps de phrase « l'arrêté du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées » est remplacé par « l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 septembre 2006 portant augmentation des subventions annuelles des services d'aide aux activités de la vie journalière, des services résidentiels, d'accueil de jour, de placement familial, d'aide à l'intégration, d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées. ».

Art. 10. A l'annexe VII du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1° le point I, 1°, est supprimé;

2° le quatrième alinéa du point II est remplacé par la disposition suivante :

« Ces services ne sont pris en considération qu'à partir de la date à laquelle le membre du personnel atteint l'âge fixé à l'annexe VIII du présent arrêté. »

Art. 11. A l'annexe VIII du même arrêté, le corps de phrase « Visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées » est remplacé par la disposition suivante « Visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 septembre 2006 portant augmentation des subventions annuelles des services d'aide aux activités de la vie journalière, des services résidentiels, d'accueil de jour, de placement familial, d'aide à l'intégration, d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées. ».

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2006, à l'exception de l'article 7 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Namur, le 28 septembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

Annexe I^{re} (visée aux articles 26, 73 et 79)
Barème de référence (Index 100 = 1^{er} janvier 1990)

Ancienneté pécuniaire	Barème de référence en €
0	16.362,36
1	17.454,53
2	17.492,16
3	17.998,41
4	17.998,41
5	18.531,53
6	18.531,53
7	20.897,25
8	20.897,25
9	21.686,99
10	22.005,56
11	22.547,97
12	22.547,97
13	23.090,36
14	23.090,36
15	23.632,78
16	25.278,89
17	25.821,28
18	26.043,54
19	26.585,94
20	26.585,94
21	27.128,35
22	27.128,35
23	27.670,77
24	27.670,77
25	28.213,18
26	28.213,18

Ancienneté pécuniaire	Barème de référence en €
27	28.755,57
28	28.755,57
29	28.755,57
30	28.755,57
31	28.755,57

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 septembre 2006 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés
Namur, le 28 septembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2006 — 4314

[C — 2006/27155]

28 SEPTEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 juni 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 juni 2006;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 20 juli 2006;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat aanpassingen nodig zijn voor de bepaling van het bedrag van de toelagen die voor het jaar 2006 toegekend worden aan de diensten voor integratiehulp en dat deze toelagen zo spoedig mogelijk gekend moeten zijn om de vlotte werking van genoemde diensten te kunnen waarborgen;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren wordt aangevuld met een punt 19°, luidend als volgt : « toeslag wegens loonschaalherwaardering : toeslag om de herwaardering van de personeelsslonden waarin de kaderovereenkomst van 16 mei 2000 voorziet te financieren volgens de procedure bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 28 september 2006 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen toegekend aan de voor gehandicapte personen bestemde hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, residentiële diensten, dagonthaaldiensten, diensten voor plaatsing in gezinnen, diensten voor integratiehulp, diensten voor vroegtijdige hulp en begeleidingsdiensten voor volwassenen. ».

Art. 3. In artikel 31, derde lid, van hetzelfde besluit wordt de zin « Die schaal, bedoeld in bijlage 4, wordt vermeerderd met een coëfficiënt werkgeverslasten van 54,15 %. » vervangen door de volgende zin : « Die schaal bedoeld in bijlage IV wordt vermeerderd met een coëfficiënt werkgeverslasten van 51,89 %. »

Art. 4. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

«Het minimumaantal individuele dossiers waarvoor de dienst erkend is, wordt verkregen door het theoretisch aantal ETPa te vermenigvuldigen met 6. Het aldus verkregen aantal dossiers wordt afgerond op de hogere eenheid.».

Art. 5. Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een artikel 89bis, luidend als volgt :

« Art. 89bis : Wat betreft de diensten voor integratiehulp waarvan het gemiddeld aantal individuele dossiers, afgerond op de hogere eenheid, hoger dan of gelijk is aan het aantal berekend volgens de bepalingen van artikel 32, wordt voor het toekenningsjaar het bedrag gehandhaafd dat verkregen wordt na optelling van de jaarlijkse toelage en van het gedeelte van de in het vorige jaar uitgekeerde toeslag wegens loonschaalherwaardering betreffende dezelfde toelage. »

Art. 6. Artikel 100 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De directeurs die het bewijs kunnen leveren dat ze één van de opleidingen bedoeld in het ministerieel besluit van 13 maart 2003 met succes hebben gevolgd, worden vrijgesteld van de in bijlage III bedoelde opleidingscyclus Beheerder van voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten en dagonthaaldiensten. »

Wat betreft de directeurs die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit niet zijn begonnen met het volgen van één van de opleidingen bedoeld in het ministerieel besluit van 13 maart 2003, gaat de in bijlage II bij hetzelfde besluit bedoelde vierjarige periode in op 1 januari 2007. »

Art. 7. Punt D van bijlage II bij hetzelfde besluit wordt geschrapt en vervangen als volgt :

« **D. Directeur**

1) De houders van een eindexamen of -getuigschrift van het al dan niet universitair hoger onderwijs (volledig leerplan of sociale promotie) met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering en die het bewijs kunnen leveren :

— dat ze minstens drie jaar ervaring hebben in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie in de sector 'hulpverlening aan personen' en

— dat ze binnen vier jaar na hun indienstneming de tweejarige opleidingen van 150 uur "*Beheer van diensten voor gehandicapte personen*", georganiseerd door een vormingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het Agentschap, met succes hebben gevolgd.

2) De directeurs die op 1 januari 2007 in de hoedanigheid van directeur in dienst zijn genomen en die vóór die datum beschikten over de voor de uitoefening van die betrekking vereiste kwalificaties en de desbetreffende opleidingen hebben gevolgd.

Elke directeur moet minstens twee dagen per jaar deel te nemen aan permanente vormingsactiviteiten. Die activiteiten worden georganiseerd door vormingsoperatoren en de inhoud ervan wordt jaarlijks goedgekeurd door het beheerscomité van het Agentschap. »

Art. 8. Bijlage IV bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage I bij dit besluit.

Art. 9. In punt 1), 2.2, van bijlage VI bij hetzelfde besluit wordt het zinsdeel «het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen voor de residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen bestemd voor gehandicapte personen » vervangen door het zinsdeel « het besluit van de Waalse Regering van 28 september 2006 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen toegekend aan de voor gehandicapte personen bestemde hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, residentiële diensten, dagonthaaldiensten, diensten voor plaatsing in gezinnen, diensten voor integratiehulp, diensten voor vroegtijdige hulp en begeleidingsdiensten voor volwassenen. »

Art. 10. In bijlage VII bij hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt I, 1°, wordt geschrapt;

2° het vierde lid van punt II wordt gewijzigd als volgt :

« Die dienstverstrekkings worden pas in aanmerking genomen vanaf de datum waarop het personeelslid de in bijlage VII bij dit besluit vastgelegde leeftijd bereikt. »

Art. 11. In bijlage VIII bij hetzelfde besluit wordt het zinsdeel « bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen voor de residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen bestemd voor gehandicapte personen » vervangen door het zinsdeel « bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 28 september 2006 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen toegekend aan de voor gehandicapte personen bestemde hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, residentiële diensten, dagonthaaldiensten, diensten voor plaatsing in gezinnen, diensten voor integratiehulp, diensten voor vroegtijdige hulp en begeleidingsdiensten voor volwassenen. »

Art. 12. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 2006, met uitzondering van artikel 7, dat in werking treedt op 1 januari 2007.

Namen, 28 september 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

Bijlage I (bedoeld in de artikelen 26, 73 en 79)
Referentieschaal (Indexcijfer 100 = 1 januari 1990).

Geldelijke anciënniteit	Referentieschaal in €
0	16.362,36
1	17.454,53
2	17.492,16
3	17.998,41
4	17.998,41
5	18.531,53
6	18.531,53
7	20.897,25
8	20.897,25
9	21.686,99
10	22.005,56
11	22.547,97
12	22.547,97

Geldelijke anciënniteit	Referentieschaal in €
13	23.090,36
14	23.090,36
15	23.632,78
16	25.278,89
17	25.821,28
18	26.043,54
19	26.585,94
20	26.585,94
21	27.128,35
22	27.128,35
23	27.670,77
24	27.670,77
25	28.213,18
26	28.213,18
27	28.755,57
28	28.755,57
29	28.755,57
30	28.755,57
31	28.755,57

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 september 2006 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren.
Namen, 28 september 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE



MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4315

[C — 2006/27156]

28 SEPTEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juin 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2006;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 20 juillet 2006;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que des adaptations sont nécessaires pour pouvoir fixer le montant des subventions octroyées pour l'année 2006 aux services d'aide précoce et aux services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées et qu'il est impératif que ces subventions soient connues le plus rapidement possible pour permettre à ces services de fonctionner de manière efficace;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées, le point 5^o est remplacé par la disposition suivante : « 5^o supplément pour revalorisation barémique : supplément destiné à financer la revalorisation des salaires du personnel prévue par l'accord-cadre du 16 mai 2000 selon la procédure définie par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 septembre 2006 portant augmentation des subventions annuelles des services d'aide aux activités de la vie journalière, des services résidentiels, d'accueil de jour, de placement familial, d'aide à l'intégration, d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées. ».